© rémy deluze

La ville durable et connectée

Pour la 18e année consécutive, le Festival du vent s'est tenu à Calvi, déclinant conférences, rencontres, concerts et animations sur l'écologie. Pendant cinq jours en octobre, les festivaliers ont profité dans un cadre idyllique et ensoleillé d'une ambiance joyeuse face à des questions de société qui le sont parfois moins. Un débat autour des nouvelles technologies a réuni une centaine de personnes. Rencontre avec Gilles Berhault, président d'Acidd, l'un des débatteurs.

EcologiK : Pouvez-vous nous présenter Acidd ?
Gilles Berhault : Acidd est une association 1901, conçue en 2000. Elle s'est constituée autour de l'idée que l'information, la communication et le numérique pouvaient être une bonne nouvelle pour le développement durable. Nous organisons des rencontres physiques et virtuelles sur les questions écologiques ; nous pilotons des réflexions et relayons les expériences qui nous paraissent intéressantes, sous réserve qu'elles soient reproductibles. Mais nous n'avons pas du tout la culture de la bonne pratique. Pour faire un parallèle avec le cadre bâti, Bedzed ou Fribourg par exemple ne nous intéressent pas tellement. Notre objectif, c'est comment massifier les choses afin qu'elles concernent le plus grand nombre.

EK : Vous avez organisé en décembre le forum « La ville durable et connectée ». En quoi les NTIC influent-elles la gestion de l'espace ?
GB : L'événement a réuni avant Copenhague des villes françaises et internationales ainsi que des grandes entreprises, des chercheurs et des pôles de compétitivité autour des questions de mobilité, d'optimisation des réseaux, etc. Ainsi, si un simple GPS parvient à abaisser de 5 % la consommation d'une automobile, une récente étude de l'université suédoise de Lund vient de démontrer qu'à l'intérieur d'un bâtiment, un indicateur des consommations en temps réel permet d'atteindre 15 à 20 % de réduction. Cette efficacité est celle visée par les fameux smart grids. Ces réseaux intelligents de transport, d'énergie, réduisent de façon considérable les pertes liées directement au fait de transporter l'électricité. Cette logique d'optimisation concerne les bâtiments au premier chef et s'étend au sens large à tous les réseaux de distribution (chauffage, téléphonie, réseau routier, etc.). Ce sont les logiques de surdimensionnement qui sont à repenser. Les NTIC nous font aussi envisager de nouveaux modèles économiques en favorisant l'économie de la fonctionnalité. C'est grâce aux TIC, par exemple, que le vélib' est devenu possible. Sans puces de géolocalisation, il n'est pas envisageable de bien gérer un parc à l'échelle d'une grande ville : ce sont ces technologies qui permettent de rendre la ville aux vélos. Et le covoiturage se développera à grande échelle le jour où une plate-forme en temps réel gérera les échanges.

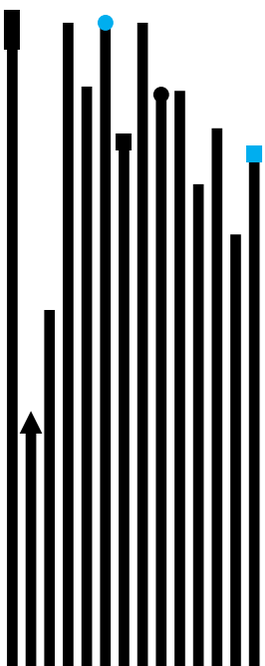
EK : Ces technologies ne peuvent-elles pas contribuer à l'inverse du développement durable ?
GB : Il s'agit toujours pour nous de faire attention à ce que les solutions envisagées ne soient pas plus impactantes que le problème initial. Mais toutes les études semblent converger sur le fait qu'elles procurent un vrai gain à l'usage : quand on met 1 kW de TIC quelque part, 3 à 10 fois plus de gain se dégageraient ailleurs[1]. Bien sûr, les impacts négatifs concernent également les aspects sociaux. Nous sommes conscients que systématiser les usages des NTIC, c'est mettre en place une nouvelle fracture.

EK : Les NTIC ne seraient pas démocratiques ?
GB : Elles ne sont ni démocratiques ni le contraire. Potentiellement, elles accélèrent les choses, mais si on veut utiliser les

« Nous avons en France une classe politique qui ne comprend pas bien les logiques actuelles. Nos élus ne sont pas dans une logique d'écosystème. »

Acidd

Acidd, l'Association communication et information pour le développement durable, compte une dizaine de personnes, installées entre le Parc naturel régional du Lubéron, Paris et Grenoble. Au nombre de ses actions : une université d'été sur l'information, la communication, le marketing et le développement durable, un observatoire, les rencontres TIC21, un programme de travail avec la Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'action régionale avec trente-sept propositions pour les territoires, un groupe de travail sur les e-activités liées au durable, un festival de pocket films, un prix de la croissance verte et, en décembre, le forum « La ville durable et connectée » et le Cluster « Green and Connected Cities » avec Grenoble École de Management, des grandes villes (Grenoble, Lyon, Strasbourg, Rennes) et des groupes industriels (Veolia, Orange, Renault, IBM).



gens, les manipuler, limiter leurs libertés, elles s'y prêtent tout aussi bien. Néanmoins, grâce à Internet se créent des espaces de liberté, de revendication. De nos jours, il y a plus de 4 milliards de téléphones portables dans le monde, 1,6 milliard d'ordinateurs PC. Cela génère une vraie demande des gens, une grande volonté de participation, d'appropriation. La démographie augmentant, le besoin d'intercommunication se manifeste et se renforce. Et quand les choses deviennent accessibles, elles sont encouragées. C'est à l'image de ce qui se passe quand la gare TGV d'Aix-en-Provence est restructurée : les gens râlent car ils en sont au 5e agrandissement du parking. C'est que le lien de communication physique a généré des modes de vie. C'est exactement ce qui se passe sur le plan virtuel avec le numérique.

EK : Ces technologies ne s'accompagnent-elles pas aussi d'une psychose de la défaillance, du piratage ?

GB : Du côté de la sécurisation des données, de nos jours, n'importe quel pirate très légèrement outillé accède à n'importe quelle information. En 2009, l'Estonie et l'Ukraine se sont retrouvées sans accès Internet pendant de longues heures, après une attaque des serveurs sources. Des accusations très directes ont été portées contre la Russie. Il ne s'agit pas de couper des câbles, mais bien d'attaquer avec des ordinateurs, à quelques dizaines de personnes, l'économie, la sécurité intérieure et les fondements démocratiques d'un pays. C'est digne de *WarGames* ! Mais la difficulté réside davantage dans la gestion des quantités de données. Le développement du web sémantique exigera une capacité gigantesque de traitement des informations. Et cela devient inquiétant. Ce sera le web 3.0, qui analysera le « sens » dans une phrase, et non plus les mots séparément. Ce basculement représente un avantage extra-ordinaire pour chacun d'entre nous, mais encore plus pour les systèmes de surveillance ! Les personnes mal intentionnées connaîtront précisément les comportements de chacun, dont les actes d'achat, etc. Dans une société extrêmement mercantile comme la nôtre, c'est un vrai risque. D'autant que les États ne font pas tous preuve d'un grand esprit démocratique. Y compris en France – on l'a vu avec le fichier Edwige. C'est pourquoi il y a nécessité que les gens se prennent en charge et soient prêts à se bagarrer. Ce sont des enjeux de société. Nous pouvons ainsi mener dès maintenant le combat sur la capacité à effacer ses propres traces sur Internet.

EK : Les gens ont-ils un pouvoir si efficace ?

GB : Je crois. Le problème en France, c'est que l'éducation ne suit pas vraiment. Il n'y a que très peu d'apprentissage de la capacité collective et d'éducation critique aux médias. Les jeunes ne font clairement pas la différence entre un tunnel publicitaire et des programmes d'information. Nous sommes dans un pays qui a agi au contraire de l'Australie : les publicités qui encadrent les programmes enfants ont été conservées, mais supprimées le soir. On a épargné des téléspectateurs adultes, plutôt considérés comme capables de faire la différence…

EK : Lors des événements internationaux comme Copenhague, les G8, les G20, la parole circule via des pétitions, des forums en ligne. Mais comment devient-elle efficiente ?

GB : Nous avons en France une classe politique qui ne comprend pas bien les logiques actuelles. Quelle parole pèse pour ces gens-là ? En gros, celle qui s'exprime avec 500 000 signatures. Nos élus sont dans des rapports de forces traditionnels, non dans la logique d'écosystème. Ils ne comprennent pas le jeu des communautés où apparaissent de nouveaux leaders d'opinion, souvent éphémères, blogueurs ou animateurs de groupes dans Facebook ou sur Twitter. Ils ne saisissent pas qu'un petit groupe peut avoir de l'influence et être révélateur de risques. Ils ne comprennent pas cette logique de signaux faibles, portée par Internet et les nouvelles technologies. Quelques rares personnalités « percutent » néanmoins, comme Nathalie Kosciusko-Morizet ou Serge Lepeltier, le maire de Bourges, qui a créé un compte Facebook. Il s'en sert comme d'un outil d'échanges avec ses concitoyens, en mettant en place un débat public permanent. Dans un monde politique très entouré, l'usage de ces instruments bouleverse les relations aux administrés. Quand NKM envoie un twit, elle le fait en direct, pendant une réunion ou à une tribune. Peut-être n'est-il pas très efficace de multiplier les pétitions. Il serait préférable de produire une réponse collaborative, d'essayer de se mettre d'accord

avec plusieurs associations et de faire une proposition globale. L'enjeu du siècle est dans la co-construction sociale.

EK : Les NTIC sont-elles utilisées comme pouvoir local ?

GB : Des démarches commencent à apparaître. Les Carrot mob par exemple sont des habitants d'un quartier qui se réunissent à travers un site Internet. Ils se mettent d'accord sur des critères (solidarité, bio, partage), puis vont consulter les petits magasins pour choisir les propositions les plus intéressantes. Ce groupe n'a pas de statut, ce n'est pas une association, juste des gens qui se regroupent pour faire pression, et qui obtiennent en temps réel la mesure de leurs impacts. Ce sont vraiment des outils à systématiser pour la défense de l'environnement et la solidarité.

EK : La co-construction est-elle une question d'échelle ?

GB : Non, elle peut se faire à deux comme… à six milliards ! Prenons l'exemple de Wikipédia. Personne, il y a dix ans, n'aurait misé sur son succès. Or, des études ont révélé que cette encyclopédie en ligne ne comportait pas plus d'erreurs que Britannica[2]. Avec l'avantage qu'elles peuvent être corrigées rapidement. L'information ne porte plus la même valeur non plus, elle est devenue une espèce de flux permanent. Après, le problème, c'est que les internautes qui alimentent Wikipédia sont, de fait, *déjà* intéressés par les TIC. Certes, il est primordial d'intéresser le plus grand nombre à l'usage de ces outils mais il s'agit aussi de garantir à ceux qui n'ont pas envie de vivre avec un ordinateur, un portable, etc. de pouvoir le faire. La civilisation numérique, en train de s'installer, devrait être réellement un plus, et non une substitution de ce qui existe. Dans ces conditions, l'accès aux infrastructures devient incontournable, pour que l'usage – ou non – des NTIC demeure un choix.

EK : Deux hommes politiques comme Nicolas Sarkozy ou Barack Obama jouent des multi-supports technologiques, de leur rapidité. N'est-ce pas une prise de pouvoir par l'instant ?

GB : Ils ont surtout des approches très différentes. Les logiques collaboratives appelées « 2.0 » ont fondé la campagne d'Obama et le début de sa mandature. Nous sommes bien loin en France de la transparence et de la mise en débat sur les lois ou le budget de l'État ! Les NTIC introduisent effectivement une relation au temps qui est compliquée, dans la politique comme ailleurs. Nous vivons dans un Beta monde, celui où l'expérimentation s'effectue au fur et à mesure. Prenons l'exemple des logiciels. Auparavant, des techniciens mettaient au point une version, ils la testaient puis la mettaient sur le marché. Maintenant, ils développent une version, la « jettent » sur la Toile, les gens l'utilisent, se l'approprient, la bricolent, la transforment. C'est la logique d'innovation ouverte de Google par exemple, très différente de celle de Microsoft. Et quand le logiciel est au point, nous sommes passés à la génération suivante ! Le principe d'enrichissement implique que l'on ne sait plus qui a créé.

EK : Les libertés individuelles ne sont-elles pas non plus menacées ?

GB : Dans une conférence récente, Richard Collin, le directeur de l'Institut de l'entreprise 2.0, a tenu un long discours sur la vie privée en péril. Dans la salle, un spectateur est intervenu en disant que c'était devenu une question de « vieux con ». Derrière la grossièreté de l'expression, le propos n'est peut-être pas idiot. Car l'attachement à la vie privée est peut-être une question de génération. Qui sait ? Dans l'hyper-démocratie projetée par Jacques Attali en 2050, vous êtes localisés, on sait ce que vous êtes en train de faire, etc. Il n'y a plus d'espace de mentir, plus d'adultère ou, alors, accepté. C'est un avenir probable. Toutes les expérimentations auront lieu dans les années qui viennent. Nous sommes fondamentalement dans un monde qui change, et plutôt au début de la mutation. Que vivrons-nous dans cinq ans ? Ma seule certitude, c'est que les bâtiments, la mobilité, l'innovation économique, la gouvernance des territoires, l'éducation seront très différents sur les plans environnemental, social, économique, culturel : la question de la confiance sera fondamentale. ⊠

Propos recueillis par béatrice durand

1. Chiffres avancés par DG INFSO de la Commission européenne, par le CGIET en France et par les industriels (étude SMART2020 du GeSI).
2. « Le site Wikipedia est une source d'information aussi valable que la vénérable encyclopédie Britannica », assurait l'hebdomadaire scientifique international *Nature*, en 2005.

Pour en savoir plus

- Gilles Berhault, *Développement durable 2.0, L'Internet peut-il servir la planète ?* Éditions de l'Aube, 2009.
- Nathalie Kosciusko-Morizet, *Tu viens ?* Gallimard, octobre 2009 (www.tuviens.fr)
- www.acidd.com
- www.gillesberhault.com
- www.usages20.com
- carrotmob.org
- www.clustergreenandconnectedcities.eu